

Soudan/Après des semaines de manifestations

Béchir renversé par l'armée

AFP
Khartoum/Soudan

Au pouvoir depuis 30 ans, il a été placé "en détention dans un lieu sûr" et remplacé par un "conseil militaire de transition" pour deux ans. Reste que la joie exprimée par la foule est retombée dans l'après-midi.

LE président Omar el-Béchir, qui dirigeait le Soudan d'une main de fer depuis 30 ans, a été renversé hier par un coup d'Etat de l'armée, dans le sillage d'un soulèvement populaire, et remplacé par un "conseil militaire de transition" pour deux ans.

Alors que des scènes de liesse avaient précédé l'annonce du départ de M. Béchir, les meneurs du mouvement de contestation ont rejeté la mise en place d'instances militaires de transition, et appelé à la poursuite des manifestations.

De telles protestations, qui ont désormais lieu de jour comme de nuit, font peser le risque de violences alors que les nouvelles autorités militaires ont instauré hier un mois de couvre-feu nocturne, de 20H00 GMT (21H00 au Gabon) à 02H00 GMT (03H00 au Gabon). "J'annonce, en tant que ministre de la Défense, la chute du régime et le placement en détention dans un lieu sûr de son chef" Omar el-Béchir, a dit dans une annonce à la télévision d'Etat le ministre soudanais de la Défense Awad Ahmed Benawf.

Tout au long de la matinée, alors que la TV nationale avait interrompu dès l'aube ses programmes pour annoncer une "importante annonce des forces armées sous peu", une immense foule s'est rassemblée dans le centre de Khartoum, anticipant la destitution du président de



Photo : AFP

Trois mois de contestation et l'armée, qui l'a renversé hier, ont fini par avoir raison du président Omar el-Béchir et de son régime.

75 ans, au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1989.

"Le régime est tombé, le régime est tombé !", ont d'abord scandé les milliers de manifestants qui campent depuis samedi devant le QG de l'armée.

Mais, après l'annonce en début d'après-midi, la joie est retombée.

"Les gens ne veulent pas d'un conseil militaire de transition", a déclaré dans un tweet Alaa Salah, l'étudiante devenue "l'icône" du mouvement. "Nous voulons un conseil civil pour mener la transition."

"Nous ne partons pas. Nous ne partons pas", ont crié des manifestants à Khartoum.

"Nous ne quitterons pas le site jusqu'à ce que nous emportions la victoire", pouvait-on lire sur une banderole.

"Beaucoup de gens étaient venus en famille croyant qu'ils allaient pouvoir faire la fête (...), mais la plupart repartent désormais. Je sens leur déception", a confié un témoin.

En plein marasme économique, le Soudan est le théâtre depuis décembre de manifestations déclenchées par la décision de tripler le prix du pain. La contestation s'est vite transformée en un mouvement réclamant la "chute" de M. Béchir.

Washington, Paris, Londres, Bruxelles, Berlin et Varsovie ont demandé une session d'urgence à huis clos du Conseil de sécurité de l'Onu sur le Soudan, a priori pour ce vendredi.

TREVE AU DARFOUR

"Nous avons proposé (à M. Béchir), à plusieurs reprises, des alternatives mais nous sommes heurtés à une volonté de résoudre le problème en utilisant l'appareil de sécurité qui peut conduire à de grosses pertes", a expliqué M. Benawf dans un communiqué. Outre la destitution du président, le ministre de la Défense a annoncé la mise en place d'un "conseil militaire de transition" pour une durée de deux ans. L'espace aérien a été fermé pour 24 heures et les frontières terrestres jusqu'à nouvel ordre, a-t-il dit.

Un cessez-le-feu a aussi été annoncé à travers le pays, notamment dans les États en proie aux rébellions comme le Darfour (ouest), où un conflit a fait plus de 300.000 morts depuis 2003 selon l'Onu.

En 2009, la Cour pénale internationale (CPI), basée à La Haye, a lancé un mandat d'arrêt contre Omar el-Béchir pour "crimes de guerre" et "contre l'humanité" au Darfour, avant

d'ajouter en 2010 l'accusation de "génocide".

Ces dernières années, le niveau de violence a toutefois largement diminué au Darfour, M. Béchir ayant annoncé plusieurs trêves unilatérales.

« Nous rejetons entièrement cette "révolution de palais" », a réagi Abdel Wahid Nur, chef d'un groupe rebelle du Darfour, "l'Armée de libération du Soudan". Il a aussi appelé à un "gouvernement civil de transition".

Si les meneurs de la contestation ont obtenu le départ d'Omar el-Béchir, l'idée d'un "conseil militaire" pour gérer une longue transition - deux ans - est rejetée. "Le régime a mené un coup d'Etat militaire en présence encore les mêmes visages (...) contre lesquels notre peuple s'est élevé", a réagi dans un communiqué l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC).

"Nous appelons notre peuple à continuer son sit-in devant le QG de l'armée et à travers le pays".

Premier pays à réagir, l'Egypte voisine, où l'armée avait également éjecté Hosni Moubarak du pouvoir en 2011 sous la pression de la rue, s'est dit "confiante dans la capacité du peuple et de son armée" à mener à bien cette transition.

L'Allemagne, par la voix de sa ministre de la Défense Ursula von der Leyen, a estimé que la situation donnait au Soudan "une chance" de parvenir à "une forme de gouvernement démocratique".

"PACIFIQUE, PACIFIQUE, PACIFIQUE"

Peu avant l'annonce du ministre de la Défense, le puissant service de renseignement au Soudan (NISS), fer de lance de la répression des manifestations, a fait état de la libération de tous les prisonniers politiques.

Le centre de la capitale, au sud du QG, a au gré de la matinée été envahi par une foule joyeuse immense, selon un journaliste de l'AFP. Les manifestants se prenaient dans les bras, brandissaient des drapeaux soudanais et échangeaient des sucreries.

Pour le 6e jour consécutif, des milliers de manifestants parmi les plus déterminés sont eux restés rassemblés devant le siège de l'armée, qui abrite aussi le ministère de la Défense et la résidence officielle du président.es femme

Des foules étaient aussi rassemblées dans les villes de Madani, Gadaref, Port-Soudan, Al-Obeid et Kassala.

L'ALC a appelé en cours de journée la population à "ne pas attaquer quiconque ou les biens gouvernementaux et privés". "Notre révolution est pacifique, pacifique, pacifique", a-t-elle martelé dans un communiqué.

En tout, 49 personnes sont mortes dans des violences liées aux manifestations depuis décembre, d'après des sources officielles.

Le président a tenté de réprimer la contestation par la force, puis a instauré le 22 février l'état d'urgence à l'échelle nationale.

Béchir parti, l'ONG Amnesty International a appelé hier les nouvelles autorités à "mettre fin définitivement à une ère de massacres et d'oppression" au Soudan.

L'Afrique en bref

• **Algérie/Présidentielle.** L'ex-général Ali Ghediri annonce sa candidature

Le général à la retraite Ali Ghediri a annoncé hier, sur une chaîne de télévision privée, sa candidature à la présidentielle en Algérie, qui doit se tenir le 4 juillet pour trouver un successeur à Abdelaziz Bouteflika.

• **Nigeria/Tueries.** Buhari convoque les chefs des armées

Le président nigérian Muhammadu Buhari a tenu hier une réunion d'urgence avec les principaux responsables des forces de sécurité, après une série de tueries dans le pays ces derniers jours, particulièrement dans la région du nord-ouest.

• **Tchad/Sécurité.** Sommet demain des États sahélo-sahariens

Un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Communauté des États sahélo-sahariens (Cen-Sad) se tiendra demain à N'Djamena, a appris hier l'AFP de source officielle.

A travers le monde

• **Brésil/Politique.** Bolsonaro amplifie un programme social de la gauche



Photo : AFP

Le président d'extrême droite du Brésil Jair Bolsonaro a annoncé hier la création d'un 13e mois pour une allocation familiale emblématique créée par une gauche qu'il ne cesse pourtant de stigmatiser.

• **Etats-Unis-Corée du Nord/Diplomatie.** Vers un 3e sommet Trump-Kim

Le président américain Donald Trump a évoqué hier la possibilité d'un troisième sommet avec le leader nord-coréen Kim Jong Un, six semaines après l'échec retentissant de leur rencontre à Hanoï.

• **Inde/Politique.** Début des plus grandes élections de l'Histoire

Sous un soleil de plomb, des dizaines de millions d'Indiens se sont rendus hier dans les bureaux de vote pour le coup d'envoi des plus grandes élections de l'Histoire, qui dureront six semaines et détermineront l'avenir de la démocratie la plus peuplée du globe.

RDCongo/Conflit

36 rebelles burundais et 3 militaires congolais tués au Sud-Kivu

AFP
Kinshasa/RDCongo

Ces morts ont été enregistrés lors d'une opération militaire menée dans la région.

TRENTE-SIX rebelles burundais et trois militaires congolais ont été tués en trois jours, lors d'une opération militaire dans la province du Sud-Kivu,

frontalière du Burundi, a annoncé hier l'armée de la République démocratique du Congo.

Les Forces armées de la RDC "ont mené des attaques simultanées du 6 au 8 avril sur les positions des rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL) et Forces républicaines du Burundi (Forebu)", a déclaré hier aux journalistes le capitaine Dieudonné Kasereka, un porte-parole de l'armée

dans la province du Sud-Kivu.

Au total, "36 rebelles ont été tués dont deux officiers supérieurs", "trois militaires congolais ont également perdu la vie" et quatre autres ont été blessés, a-t-il précisé.

"Le chef des FNL, le général autoproclamé Aloys Nzabampema a été grièvement blessé", a ajouté le capitaine Kasereka, soulignant que des armes, des munitions "et beaucoup de maté-

riels de communication ont été récupérés".

Selon lui, l'armée a détruit les bastions de la coalition FNL et Forebu dans les localités de Magunda, Ruminako et Mangwa dans les Hauts plateaux d'Uvira. Les Forces républicaines du Burundi (Forebu), rebaptisées Forces populaires du Burundi (FPB), sont principalement composées de soldats et de policiers qui ont déserté leurs corps depuis le début, en

avril 2015, de la crise politique au Burundi.

Aloys Nzabampema dirige une branche des Forces nationales de libération (FNL), des rebelles burundais hutus repliés dans la plaine de la Ruzizi, dans l'est de la RDC voisine depuis 2009.

L'armée congolaise accuse régulièrement les FNL et les Forebu de faire régner l'insécurité dans les territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga, dans le Sud-Kivu.